
Islamisme et violence politique

Abderrahim Lamchichi

Le rapport que les mouvements islamistes entretiennent avec la violence peut prendre des formes différentes selon la nature du courant considéré, son implantation, son ancrage social et les milieux de recrutement, selon le profil et la trajectoire de ses dirigeants ainsi que leurs objectifs prioritaires, selon l'évolution des institutions et du contexte socio-culturel et politique du pays concerné, etc.

Il est utile de s'intéresser à la sociologie des différents mouvements et groupes islamistes, car le milieu de recrutement peut jouer un rôle non négligeable dans le rapport à la violence chez les islamistes.

En général, les mouvements qui réussissent à élargir leur assise sociale (jusqu'à influencer, ou se laisser significativement influencer, par une partie de l'intelligentsia) et qui sont dirigés par des individus eux-mêmes issus des secteurs modernes de la société (professeurs, avocats, médecins, ingénieurs...), appartenant aux couches moyennes en ascension... sont en rupture avec la violence et privilégient l'action politique et socio-éducative pour atteindre leurs objectifs.

En Turquie, par exemple, l'islamisme radical et extrémiste n'est pas significativement implanté, notamment parce que le Refah — parti islamiste le plus influent, qui représente le quart de l'électorat — recrute dans tous les milieux sociaux, en particulier les couches moyennes et urbaines, et que ses dirigeants ont toujours gardé un contact avec l'intelligentsia de leur pays, voire avec certains cercles du pouvoir. Necmettin Erbakan, le leader du Refah, vieux routier de la vie politique turque (il a 70 ans, et a participé à plusieurs coalitions gouvernementales), devenu récemment Premier ministre islamiste d'un pays qui a son importance au Proche-Orient (allié des États-Unis et membre de l'OTAN), n'est ni un doctrinaire de l'islamisme radical ni un théologien. Il est d'abord un homme politique soucieux de pragmatisme et de défense des

Hiver 1996-1997

intérêts stratégiques et commerciaux de son pays. Malgré la fréquence de la rhétorique islamiste dans son discours, c'est essentiellement à "la grandeur de la Turquie" et au nationalisme panturc qu'il est souvent fait référence. Il est vrai que l'armée — acteur incontournable et omniprésent de la vie politique — veille à ce que le parti Refah ne transgresse pas les règles fondamentales de la "laïcité turque", à laquelle, il ne faut pas l'oublier, nombre de citoyens, et une grande majorité de l'élite, restent profondément attachés.

En Égypte, les Frères musulmans — vieux parti islamiste à l'histoire tumultueuse, marquée par des phases de très grande radicalisation, notamment sous Nasser, où la répression était féroce — se sont progressivement acheminés vers un islamisme de compromis, orienté davantage vers l'action socio-culturelle et une pratique politique légale, renonçant à la violence. La Confrérie est également bien représentée à son sommet, car relativement bien implantée, dans une partie des couches moyennes ascendantes et de l'intelligentsia égyptienne. Elle n'hésite d'ailleurs pas, lors d'élections professionnelles et de compétitions politiques locales ou nationales, quand le pouvoir le permet, à faire alliance avec les milieux libéraux ou socialistes. En Tunisie, l'ancien parti islamiste Ennahda (aujourd'hui interdit) optait pour des positions plutôt modérées (en particulier le courant dit "15/21"), et n'a pas (globalement) cédé à l'usage de la violence. Au Maroc aussi, après une phase de répression/radicalisation, les associations islamistes, aujourd'hui tolérées, sont dirigées par des intellectuels, et leur discours est absolument opposé à l'usage de la violence (certains dirigeants islamistes marocains n'ayant pas hésité, par exemple, à dénoncer la violence barbare des groupes GIA/AIS en Algérie) .

Mais, dès la fin des années 80, un net changement (vers la radicalisation) semble gagner bon nombre de mouvements islamistes à travers le monde arabo-musulman. En effet, on assiste concomitamment à une modification sensible dans le recrutement de plusieurs groupes. Ce qui permet probablement d'expliquer — en partie, en tout cas — l'émergence d'une attitude différente à l'égard de la problématique de la violence. La plupart de ces mouvements (plus radicaux que leurs aînés, voire extrêmement violents) recrutent essentiellement dans les milieux de la jeunesse urbaine marginalisée, en dérive sociale, en échec social, et dans une partie de la classe moyenne déclassée, en voie de "prolétarianisation", à l'avenir professionnel bouché et dont les perspectives culturelles et politiques ne cessent de s'amenuiser.

En réalité, cette radicalisation n'est pas tout à fait nouvelle. Dès les années 70, l'islamisme politique a donné naissance à des courants extrémistes, dont l'objectif affiché consiste à "réislamiser" des sociétés considérées en rupture avec les "vrais enseignements" de la sharī'a, donc vivant dans l'ignorance anté-islamique (*djâhiliyya*). Ces groupes estiment, en outre, que tous les gouvernements actuels du monde islamique sont "impies" (*kuffâr*) ; d'où leur recours à la violence et à la thématique de la lutte contre le "prince injuste" (*tâghût*), voire au tyrannicide. Mais ces groupes (tels le Djihâd islamique, al-Takfîr wa-l-hidjra, etc.) rencontrent peu d'écho auprès d'une population majoritairement hostile à la violence ;

ce qui implique leur caractère sectaire, ainsi que la pratique de meurtres “incantatoires”, tel l’assassinat du président égyptien Anouar al-Sadate en 1981.

Ces groupes radicaux estiment que l’action violente est juste et salutaire. Apologie du martyr (*shahâda*) et du sacrifice de soi (*fidâ*), leur idéologie glorifie la “guerre sainte” (conception très réductrice du concept de *djihâd* en Islam), parce qu’elle est, selon eux, un moyen d’“islamiser” la société et les esprits, d’étendre la Loi divine ; elle peut inspirer, à leurs yeux, à la fois l’héroïsme individuel et la solidarité des membres de la umma. Exemple emblématique de ce radicalisme se référant à des normes pseudo-religieuses pour se justifier politiquement : les brigades du Hezbollah, le “parti de Dieu” pro-iranien, défilent ainsi chaque année dans Beyrouth, à l’occasion de la grande manifestation chiite qui commémore le martyr de l’imam Husayn. Des commandos suicides, le torse bardé d’explosifs, se joignent à cette marche, avec cette inscription en rouge sur leur tee-shirt : “na`*shaqu al-shahâda* !” (nous adorons le martyr !).

Le degré d’influence de ce radicalisme est variable selon le contexte national. Alors que la violence des groupuscules égyptiens, par exemple, reste limitée du fait de leur incapacité à se créer une véritable base sociale (contrairement aux Frères musulmans qui ont un certain impact populaire), le Hezbollah, de son côté, bénéficie d’une appréciable popularité, en particulier au sein des populations chiites pauvres, doublée — aux yeux de beaucoup de Libanais — d’une légitimité de leur combat de résistance à l’occupant israélien.

D’autres idéologues de l’islamisme extrémiste, non confrontés à la même situation d’occupation étrangère de leur pays (dans l’Égypte actuelle notamment), ont cependant chanté les louanges de la révolte violente (voire du terrorisme aveugle) comme moyen d’abattre des régimes considérés comme “injustes” et de mettre fin à une société jugée “décadente” et éloignée des vertus du vrai Musulman. La violence politique et sociale est considérée ici comme une dynamique libératrice, tant sur le plan psychologique que politique. Elle permet, selon ses protagonistes, de développer le courage et la fierté ainsi que le sentiment d’émancipation et de vengeance. L’accent est également mis sur l’effet purificateur et libérateur de la révolte violente contre cette autre figure de l’ennemi absolu qu’est l’Occident “mécréant” (*kâfir*) et “injuste” (*tâghût*).

Il faut donc bien distinguer la violence dirigée contre l’État (dont l’objectif est de renverser un ordre politique interne jugé injuste), de la violence dirigée contre une présence étrangère. Dans ce dernier cas, les idéologues de l’islamisme radical — chiite en l’occurrence — n’hésitent pas à employer les thèses tiers-mondistes, notamment celle de Frantz Fanon qui avait exposé, dans le contexte de la guerre d’Algérie, les motifs profonds — politiques et psychologiques — de mouvements, comme le FLN, qui s’efforcent d’obtenir la libération nationale, de réaliser le désir d’émancipation collective, mettant l’accent sur l’effet purificateur et libérateur de la révolte violente contre le colonialisme.

Mutations de l'islamisme radical et montée de la violence

Mais globalement, les années 90 marquent une nette radicalisation due essentiellement à la mutation de l'islamisme dans bon nombre de pays, en particulier dans ceux qui ont connu une exacerbation des conflits et des violences. Nous évoquons l'importance des facteurs de l'implantation sociale et des milieux de recrutement. Un phénomène général de déclassement affecte donc les milieux dans lesquels l'islamisme radical recrute, qu'il s'agisse, à la base, d'une jeunesse marginalisée des banlieues pauvres des grandes villes, ou au niveau des dirigeants, de couches contrariées dans leur ascension sociale, subissant elles-mêmes une précarisation de leur situation.

Deux exemples intéressants permettent d'illustrer ce déclassement des militants et une propension inquiétante à un usage littéralement dément de la violence : les Gamâ'ât al-Islâmiyya, en Égypte, et les Groupes islamiques armés (GIA), en Algérie. En rupture avec l'intelligentsia de leur pays (laïque et francophone, en Algérie ; anglophone ou arabophone mais libérale et socialiste, ou proche des Frères musulmans modérés, en Égypte), ces deux mouvements entretiennent un rapport pathologique et hystérique avec la violence — une violence qui est devenue, au fil des événements (chaotiques en Algérie), leur raison d'être, sans finalité politique. Il est certain, dans un pays comme l'Algérie par exemple, que c'est la radicalisation de la situation politique globale qui explique un tel dérapage vers le terrorisme aveugle. L'interdiction du FIS a eu pour effet de renforcer sa branche armée (AIS), bientôt débordée par ses rivaux, les GIA, nébuleuse de groupuscules extrémistes, n'exprimant que haine folle et destructrice, sans objectif stratégique aucun, revendiquant meurtres horribles et assassinats, aussi bien de simples citoyens que d'intellectuels, journalistes et prêtres qualifiés de “croisés”. Le cycle infernal de cette violence islamiste et d'une terrible répression militaire empêche l'émergence d'une solution autre que militaire ; les extrémistes des deux bords s'efforçant de tenir en échec ceux qui — à l'instar des participants au “contrat de Rome” — souhaitent un vrai dialogue politique et la réintégration des islamistes modérés dans un jeu politique légal et démocratique.

Hier, le FIS était un mouvement hétéroclite qui cristallisait diverses tendances de l'islamisme algérien autour de ses deux figures de proue : Abbâsî Madanî, le “sage modéré”, titulaire d'un doctorat en Grande-Bretagne, qui représentait la frange politique de son parti, et Ali Belhadj, l'imam autodidacte, prédicateur fougueux, représentant des tendances les plus extrémistes, qui n'hésitait pas, avant même l'arrêt du processus électoral, à appeler les jeunes désœuvrés, sur lesquels il semblait exercer un certain charisme, à la lutte armée. Jeunesse désœuvrée des

banlieues d'Alger, mais aussi intellectuels et techniciens, déçus par le système FLN (Hashanî, par exemple, ancien porte-parole du mouvement, était ingénieur en pétrochimie), commerçants, fonctionnaires, etc.

Aujourd'hui, excepté le Hamas de Mahfoud Nahnah et la Nahda de Abdallah Djaballah — partis islamistes modérés implantés dans la petite bourgeoisie et représentant plutôt des cadres moyens ou des religieux très modérés — l'islamisme algérien a éclaté, et s'est radicalisé d'une manière effrayante. Le terrorisme, qui frappe aveuglément la population civile, utilise les moyens les plus inhumains et les plus dégradants : tueries horribles à l'arme blanche, viols, massacres collectifs, y compris de vieillards, de femmes et d'enfants, enlèvements, y compris de religieux, bombes dévastatrices dans les cafés, les marchés et autres lieux publics, règlements de compte entre groupes islamistes eux-mêmes. D'ailleurs ces groupes recrutent, à présent, moins parmi des militants islamistes convaincus que parmi la petite pègre (délinquants, drogués, récidivistes...). Le recours à des "imams", "cheikhs" ou autre "émirs" auto-proclamés pour légitimer "religieusement", par le biais des *fatwas*, cette sainte alliance du gangstérisme, du fanatisme pseudo-religieux et du terrorisme prétendument politique, n'y change rien : ces mouvements sont sans foi ni loi.

Mais ces événements ne cessent de nous interpeller : et si la situation algérienne n'était que la forme paroxystique d'une dérive, inquiétante et générale, de l'islamisme le plus radical ? Car, en effet, cette dérive de la violence, cette alliance du banditisme, du racket et d'un islamisme désespéré, délirant et ultra-conservateur, ne concerne hélas pas la seule Algérie. On peut l'observer aussi bien en Afghanistan que dans une partie de l'Égypte. Ces situations manifestent une relation inédite entre des courants radicaux issus de l'islamisme politique (lecture révolutionnaire du Coran), une vision simpliste et rétrograde de la sharî'a propagée par des militants ou imams généralement ignorants en matière de théologie — l'acte le plus insignifiant comme le plus abject et le plus irrationnel devant être "sanctifié" au nom de l'Islam —, et une violence exacerbée par des traditions locales de vendetta et de banditisme... Il s'agit d'ailleurs, dans la plupart des cas, d'un néo-fondamentalisme extrémiste et réactionnaire (rétrograde ou ultra-conservateur) sans projet étatique ni programme pour la société ou idéologie précise, à la différence du radicalisme islamiste "révolutionnaire" des décennies précédentes, celui qui se référait, dans le monde sunnite, aux thèses de Sayyed Qotb par exemple. La perception et l'usage de la violence se sont donc profondément modifiés. Alors que l'islamisme politique visait les emblèmes de l'État contesté ou de la puissance occupante, la violence qui s'exprime actuellement frappe aveuglément la société civile (attaques contre les femmes non voilées, les intellectuels laïcs, les artistes, les journalistes, etc.), souvent au nom d'un "ordre moral islamique", parfois sans autre objectif que de jeter l'effroi. Pire encore, la violence politico-religieuse, la délinquance et le terrorisme international se trouvent de plus en plus intimement mêlés. Par conséquent, il devient de plus en plus difficile de définir avec précision les frontières de cet islamisme ou néo-

fondamentalisme radical. Car, si certains groupes ont besoin d'utiliser les référents symboliques et juridiques d'une prétendue sharî'a, afin de donner une justification "islamique" à leur violence ou à leur adhésion à tel ou tel réseau de terrorisme international, d'autres se contentent, en quelque sorte, des codes traditionnels en vigueur pour justifier, ou du moins admettre et vivre cette violence (dérive des moudjahidines ou des Talibans afghans dans un pays où discours pseudo-théologiques, racket, vendetta, trafics de drogues et rapines semblent faire bon ménage !). La radicalisation de certains "beurs" des banlieues françaises est un autre exemple (l'affaire de Marrakech en août 1994, les attentats de l'été 1995, les nombreuses arrestations dans divers réseaux islamistes en Europe...) de ce lien entre violence expressive, tentations terroristes, délinquance et banditisme.

Nous allons donc examiner rapidement les deux formes de terrorisme que l'islamisme emprunte aujourd'hui : un terrorisme instrumentalisé par certains États qui se servent de militants et de réseaux d'islamistes activistes pour atteindre certains objectifs géopolitiques et un terrorisme plus diffus, plus mondialisé aussi, qui concerne une nébuleuse de petits groupes échappant le plus souvent à un contrôle étatique ou partisan.

Terrorisme d'État, radicalismes islamistes et conflits géopolitiques

La violence islamiste est donc liée à des contextes locaux marqués par l'autoritarisme politique et l'exacerbation des conflits sociaux, en particulier dans des pays où n'existent pas des partis islamiste de masse modérés, privilégiant l'action socio-culturelle et le prosélytisme pacifique, et bénéficiant d'une certaine reconnaissance, même semi-officielle. Mais cette violence — y compris l'usage du terrorisme — est en grande partie liée aussi aux conflits entre États et aux problèmes géostratégiques.

Des États, comme la Syrie, l'Iran, l'Iraq, la Libye et le Soudan, ont ainsi utilisé des réseaux terroristes (tous ne sont pas islamistes, d'ailleurs), non comme l'expression d'une idéologie, mais comme pur instrument de "politique étrangère". Une telle violence demeurerait donc limitée et pouvait même prendre fin, lorsque la pression internationale se faisait trop forte, lorsque les intérêts ou la position stratégique de l'État changeaient, ou encore lorsque l'usage du terrorisme risquait de se retourner, d'une manière ou d'une autre, contre cet État. Exemple : après 1989, le Hezbollah et le Djihad islamique libanais ont cessé leurs actions terroristes contre les intérêts occidentaux, ceux de la France et des États-Unis en particulier. L'instrumentalisation de mouvements radicaux est loin d'être une pratique des seuls États considérés comme extrémistes. La Jordanie a donné refuge et ouvert des camps d'entraînement aux Frères musulmans syriens en 1980. Le Pakistan soutenait le mouvement radical Hizb al-Islâmî (les Américains ont armé ce mouvement dès le début des années 80) ; aujourd'hui, Islamabad soutient les Talibans pour défendre

ses propres intérêts géostratégiques. L'Arabie Saoudite a largement soutenu, financé, impulsé divers mouvements islamistes radicaux à travers le monde, avant que certains d'entre eux ne se retournent, après la guerre du Golfe, contre elle. Les services secrets turcs ont encouragé la naissance d'un Hezbollah turc pour lutter contre le PKK, etc.

D'autre part, les mouvements terroristes sont loin d'être exclusivement islamistes. La Syrie, l'Iraq ou la Libye ont soutenu pendant les années 70 et 80 le groupe palestinien dissident Abou Nidâl, responsable d'une série d'attentats meurtriers, de détournements d'avions et de plusieurs assassinats, y compris de dirigeants de l'OLP. Or, ce groupe ne se réclame pas de l'idéologie islamiste. L'Iran islamiste a donné refuge au groupe arménien Asala et, à un certain moment, au PKK turc ; aujourd'hui, il soutient le mouvement kurde de Djalâl Talabânî qui n'est pas islamiste. Même le soutien de l'Iran au Hezbollah libanais ne saurait s'interpréter uniquement par des considérations d'ordre théologique ou par des affinités idéologiques : il convient d'y voir surtout le souci de l'Iran de jouer un rôle géopolitique dans la région, etc.

Le rôle de l'Arabie Saoudite.

Les groupes extrémistes sunnites sont soutenus, entretenus, protégés par l'Arabie Saoudite qui n'est pas, elle, classée "État terroriste" par le Département d'État américain (ni d'ailleurs, pour cause de négociations de paix au Proche-Orient, la Syrie, autre refuge de groupes terroristes, islamistes ou non).

Il est vrai que depuis la guerre du Golfe, beaucoup de mouvements islamistes radicaux, auparavant financés par Riyad, ont rompu avec le royaume wahhâbite. Mais par l'intermédiaire de canaux privés ou sous couvert d'activités culturelles, l'Arabie Saoudite demeure une des sources de financement importantes du radicalisme islamiste. En effet, depuis la fin des années 80, on peut se demander si l'on n'est pas en train de passer, en ce qui concerne les réseaux islamistes, d'un "terrorisme d'État" à un "terrorisme contre les États" financé par des hommes d'affaires, intermédiaires et financiers en tout genre.

Illustration de cette "privatisation" du terrorisme islamiste : la personnalité d'Oussâma Ibn Laden, richissime saoudien, dont la fortune est estimée à quelque 300 millions de dollars et qui vit, depuis 1991, à une dizaine de kilomètres de Khartoum dans une résidence très protégée. Pour le Département d'État américain, il est l'un des principaux financiers des mouvements islamistes dans le monde. En octobre 1995, les enquêteurs britanniques trouvent son nom dans les comptes bancaires d'Abou Farès, un des organisateurs des attentats qui ensanglantèrent Paris durant l'été de la même année. En novembre 1995, ce sont les services secrets américains qui s'intéressent à lui, après l'explosion qui a ravagé le camp d'entraînement de la Garde nationale à Riyad. Il pourrait être également impliqué dans la tentative d'assassinat perpétrée par des militants des Gamâ'ât al-Islâmiyya égyptiennes contre le président Hosni Moubarak en Éthiopie.

Grâce à son immense fortune, Oussâma Ibn Laden aurait ainsi financé aussi les auteurs de l'attentat contre le World Trade Center à New-York,

Hiver 1996-1997

des camps d'entraînement en Afghanistan et au Soudan, le Hamas palestinien, l'assassinat, par les Gamâ'ât al-Islâmiyya, de touristes en Égypte, des opérations terroristes au Yémen, des groupes d'opposition en Arabie Saoudite même et plusieurs attentats commis en Europe... Le royaume wahhâbite avait utilisé les "compétences" d'Ibn Laden, en tant qu'entrepreneur et organisateur, pour "professionnaliser" la résistance afghane contre les troupes soviétiques. Grâce à la manne de dollars en provenance d'Arabie Saoudite, mais aussi de Koweït et de Qatar, il a formé des dizaines de milliers de combattants (Peshawar, Djalalbad, Kaboul...). Beaucoup sont ensuite rentrés chez eux (Algérie, Égypte, Yémen, Arabie Saoudite...). Ce genre de "mécène" du terrorisme se multiplie, ce qui complique encore un peu plus la lutte anti-terroriste.

Youssef Djamîl Abdelatif, autre richissime financier saoudien et actionnaire important de Sony, aurait offert un million de dollars à Ahmed Simorzag, l'un des trésoriers du FIS algérien. C'est aussi l'argent des milliardaires saoudiens qui a permis la construction de la grande mosquée d'Évry, dont les animateurs ne cachent pas leurs convictions néofondamentalistes et leurs tentatives de "communautarisation" de la population musulmane de France ; mais ces activités sont pacifiques et n'ont rien à voir avec le radicalisme ou le terrorisme.

Néanmoins, beaucoup de groupes islamistes radicaux profitent des dollars princiers (GIA, Gamâ'ât al-Islâmiyya égyptiennes, Hamas palestinien...). En ce qui concerne le Hamas par exemple, cet argent sert prioritairement à financer la gestion d'écoles, d'orphelinats, de facultés, de l'aide aux familles pauvres mais une partie est allée à la branche armée "Ezzedine al-Qâsim". Par ailleurs, la branche radicale du Hamas s'est considérablement développée aux États-Unis ; les mosquées et autres organisations caritatives drainent les fonds collectés au nom de la "charité islamique" et reçoivent, de l'étranger, des dons d'un montant autrement plus considérable. Ainsi les réseaux de solidarité bâtis en Syrie, au Liban, en Jordanie, au Soudan, en Iran... recueillent des dons qui aboutissent directement, et par millions de dollars, à la direction américaine du mouvement, laquelle les répartit entre les chefs militaires à Gaza et en Cisjordanie. Mais il faut se garder ici de toute diabolisation : si une partie des médias, le Département d'État américain et les responsables israéliens considèrent ce mouvement comme un groupe terroriste, la réalité est bien plus complexe : il convient, avant de poursuivre notre analyse, de s'arrêter un moment sur ce mouvement et de rappeler la complexité de sa situation, les clivages qui le traversent et la difficulté à le réduire simplement à un mouvement terroriste.

Iran : un terrorisme d'État à usage essentiellement interne?

Malgré la crise que traverse le système des mollahs, l'État iranien aspire toujours à être le centre de l'islamisme radical chiite, voire d'une partie du

radicalisme sunnite. L'Iran consacrerait ainsi une enveloppe annuelle estimée à plusieurs millions (100 millions ?) de dollars à la nébuleuse de groupes islamistes à travers le monde, y compris des groupes pratiquant le terrorisme et l'assassinat politique.

L'Iran soutient le Hezbollah libanais, en tant que mouvement de résistance à l'occupation militaire israélienne du Liban sud (pays majoritairement chiite). Il joue les bailleurs de fonds auprès d'organisations affiliées au réseau du Hezbollah international dans une quinzaine de pays. L'Iran soutient également le Djihad islamique palestinien opposé au processus de paix avec Israël (les attentats anti-sémites de Buenos Aires et de Londres ont été attribués à ces groupes).

L'Iran va même au-delà des problèmes géostratégiques de la région, puisqu'en avril 1996, par exemple, la police turque arrête Irfan Cagirci, auteur présumé du meurtre de deux intellectuels turcs libéraux et laïques en 1990 à Ankara ; l'islamiste turc avouera que ces assassinats avaient été ordonnés et payés par Téhéran. L'Iran a également participé à l'armement de certains groupes combattants en Bosnie. Toutes ces opérations seraient montées par le ministère du Renseignement et par les commandos al-Qods qui bénéficient de la complicité active des ambassades et consulats iraniens à l'étranger. Mais le terrorisme d'État iranien est avant tout aujourd'hui à double usage : usage interne (réprimer et briser toute contestation) d'un côté ; élimination des opposants iraniens à l'étranger, de l'autre. Téhéran ne semble plus se fixer comme objectif prioritaire (il n'en a plus les moyens) d'exporter la révolution islamique et la pensée de l'imam Khomeyni. La faillite économique alimente toutes formes de contestation et les assassinats d'opposants, les disparitions, les emprisonnements arbitraires, les tortures et les exécutions se comptent par milliers. Le bilan des assassinats systématiques d'opposants exilés est également édifiant : une soixantaine, dont la moitié en Europe, le dernier en date étant Reza Mazlouman, ancien vice-ministre de l'Éducation nationale du Shah, assassiné à Créteil en mai dernier. Tous ces meurtres ont été planifiés par le Conseil supérieur de la sécurité nationale où siègent le Président Rafsandjani et le "Guide de la révolution", Ali Khamenei.

Le rôle du Soudan : les liens de Khartoum avec l'islamisme radical.

Figure emblématique de l'islamisme radical sunnite, Hassan al-Tourâbî, 66 ans, veut s'imposer depuis Khartoum, face à Téhéran, comme leader charismatique de l'islamisme. Ancien ministre de la Justice du dictateur Numeyri, il soutient le coup d'État du général al-Bashîr en 1989 et devient le leader du Front national islamique. Il préside, depuis avril 1996, l'Assemblée nationale soudanaise et est chargé d'élaborer la future Constitution "islamique" du pays. Hassan al-Tourâbî excelle dans l'art du double langage. Avec son doctorat à la Sorbonne et son master's de l'Université de Londres, il tente (avec un certain succès parfois) de séduire ses interlocuteurs occidentaux : *"Ce que veut le Soudan et l'islamisme en général, affirme-t-il, c'est chercher et expérimenter une voie originale*

Hiver 1996-1997

d'accès à la modernité, dans le respect de la tradition”.

Depuis le coup d'État du 30 juin 1989, organisé par Hassan al-Tourâbî et le général Omar Hassan al-Bashîr, le nouveau régime a mis en place un système de terreur qui a mis brutalement un terme à toute vie politique, associative ou syndicale, dans un pays qui a pourtant connu, très tôt, un certain pluralisme confessionnel (confrérique), intellectuel et politique. Les Frères musulmans et le Parti national islamique, responsables de la situation désastreuse que connaît le Soudan depuis des décennies, imposent une économie corrompue et mafieuse et un système totalitaire : les droits de l'homme les plus élémentaires sont bafoués ; on flagelle au nom de la sharî'a ; l'administration est épurée ; les opposants sont impitoyablement traqués et pendus ; une guerre d'épuration ethnique et religieuse est menée contre les populations animistes et chrétiennes du sud ; les femmes sont asujetties à un mode de vie avilissant ; une “islamisation” forcée de la société est conduite par des comités populaires de quartiers, des gardiens des mœurs, ainsi qu'un appareil policier et sécuritaire omniprésent. De plus, Hassan al-Tourâbî entend jouer un rôle de nouveau leader de l'islamisme radical. Sur la scène internationale, le Soudan se signale, en effet, par ses liens étroits avec l'Iran dont il est en quelque sorte la tête de pont en direction du monde arabe, même s'il a reçu de l'aide de l'Arabie Saoudite et des Émirats du Golfe et soutenu l'Iraq pendant la guerre du Golfe. Le régime se signale également par l'entraînement de mouvements insurrectionnels islamistes (algériens, égyptiens, tchadiens...) et par la mise en place de réseaux d'activistes visant à faire pression, voire à déstabiliser, des gouvernements voisins. Le régime apporte un soutien sans faille à des mouvements islamistes très différents (Djihad et Hamas palestiniens, FIS algérien, Ennahda tunisienne...) qui se réunissent à Khartoum, depuis 1991, au sein de la “Conférence populaire islamique” créée et présidée par al-Tourâbî. Mais le pays abrite également des bases terroristes.

Néofondamentalismes et réseaux transnationaux de terrorisme

Quand on s'attache à l'étude du terrorisme islamiste international, il est très difficile de disposer de définitions, d'approches et d'appréciations très précises, tant les stratégies, les réseaux et les acteurs sont opaques, entremêlés, trop imbriqués et en constante évolution. Cependant, il n'est pas faux (ni inutile) de distinguer le terrorisme instrumentalisé par les États (dans ce qui précède, nous avons tenté d'en donner un aperçu général et quelques exemples édifiants) et un terrorisme plus diffus, moins dépendant étroitement d'un centre de décision permanent, plus internationalisé... et autrement plus dangereux.

Nous avons pu observer, précédemment, que les mouvements néofondamentalistes des années 80/90 étaient, d'une manière générale, moins orientés vers les dimensions étatiques et stratégiques du combat

politique ; la question d'une idéologie et d'un projet politique islamistes, même “révolutionnaires”, ne les intéressent pas. Ils accordent plutôt la prééminence à la lutte contre l’“Occident mécréant et satanique” et à la question des “bonnes mœurs islamiques”. Ce qui ne manque pas de les conduire à un ultra-conservatisme juridique et social, voire à la pratique d'une violence extrême et destructrice (terrorisme international, mais aussi terrorisme à usage interne, destiné à effrayer la population ou à éliminer, soit des adversaires politiques, soit tout simplement des Musulmans paisibles n'ayant pas la même conception qu'eux de ce qu'est la “loi islamique”...). Ce qui, en outre, les différencie des mouvements islamistes classiques, c'est que le recrutement, l'implantation et la stratégie de ces derniers semblent indiquer une permanence des clivages nationaux. Or, les aires culturelles et les stratégies stato-nationales semblent plutôt absentes des groupes néofondamentalistes qui sont, soit cantonnés à des niveaux locaux (voire ethniques ou tribaux), soit s'attachent à porter leur intérêt au niveau de l'ensemble de la communauté-umma des Musulmans (dimension internationale de leur combat). Autrement dit, pour les néofondamentalistes, les États musulmans actuels n'ont pas de légitimité ; et à leurs yeux, être musulman, c'est d'abord (voire exclusivement) respecter un code juridique et comportemental minimum (*shar'î'a*) ; les appartenances socio-culturelles, nationales, etc, n'ont, pour eux, que très peu de sens (les différentes attaches et les multiples appartenances de l'*homo islamicus* sont considérées par eux comme un redoutable facteur de “dissension”, de “discorde” (*fitna*) entre Musulmans).

Par conséquent, on voit se développer, de plus en plus, chez ce type de militants le besoin d'adhérer à des réseaux transnationaux, où le conservatisme social et l'action — surtout l'action violente, voire la pratique du terrorisme — semblent l'emporter sur l'idéologie et le programme politique, et sur les préoccupations partisans et organisationnelles. Ces réseaux transnationaux ne sont donc pas fondés sur une allégeance prioritaire à un État ou à un parti islamiste d'implantation nationale (sur le modèle des Frères musulmans dans les pays du Moyen-Orient arabe — Égypte, Syrie, Jordanie... — ou encore sur le modèle du Refah dans le monde turque, etc.). D'autre part, ces réseaux sont fondés sur la mobilité et la circulation des militants. À dire vrai, il n'y a pas d'organisation supranationale, mais une nébuleuse complexe et mobile qui ignore les frontières et utilise des individus souvent marginalisés, déracinés, coupés d'un milieu culturel d'attache (Kurdes, Palestiniens, jeunes “beurs” s'inventant une “identité islamiste” nouvelle, coupée des racines et de la culture des pays d'origine, en rupture avec la langue et la culture — religieuse notamment — des parents qui ne font plus vraiment sens pour eux). Les supports de circulation internationale de cet islamisme “cosmopolite et très activiste” sont moins les organisations politiques islamistes traditionnelles (trop marquées nationalement) que des organisations plus lâches, plus souples, telles que les “ONG islamiques”. L'exemple type de cette nouvelle pratique, qui concerne une nouvelle génération d'activistes (voire de terroristes) islamistes, est celui fourni par les “moudjahidines” d'Afghanistan (ceux

qu'on a pris l'habitude d'appeler les "afghans") qui n'ont cessé, depuis le départ des troupes soviétiques, de se déplacer au gré des crises et des "causes islamiques" à défendre : Algérie, sud Liban, Territoires occupés, Somalie, Bosnie, Tchétchénie, Philippines, etc. Ce qui complique singulièrement la connaissance de ce type de réseaux, c'est qu'on se trouve, en fait, en présence d'une nébuleuse où de petits chefs s'imposent, entraînant un groupe de partisans venus d'autres organisations, mais aussi des prêcheurs, rassemblant autour d'eux un noyau de disciples (l'exemple type de ces prêcheurs est le cheikh Omar Abderahmân, arrêté aux États-Unis parmi les responsables de l'attentat du World Trade Center en février 1993). S'agissant de cet attentat, les enquêteurs semblent s'orienter vers l'existence d'un réseau de complicités confus, tissé par plusieurs groupes (branche internationale du Hamas, Djihâd islamique, tout deux palestiniens ; Front national islamique soudanais ; mouvement al-Fuqra du Pakistan, etc.). L'artificier de l'attentat, Ramzî Ahmad Youssef, 28 ans, est représentatif de ce terrorisme "transnationaliste" islamiste nouveau. Véritable commis voyageur de cet islamisme extrémiste et sectaire, il a voyagé sous différents noms d'emprunt (Nagî Haddâd, Mahmoud Abdelkarîm, Ali Khan, Abdelbâssat Mahmoud...) à Karachi, à Bagdad, aux Philippines (où il a tenté d'organiser un attentat contre le Pape), à Bangkok, à New-York. Il est le principal inculpé dans l'explosion qui a ravagé le World Trade Center de Manhattan (6 morts, plus de 1000 blessés) ; son procès a débuté fin mai à New-York. Originaire du Baloutchistan pakistanais, il a fait ses classes dans les commandos de Moudjâhidînes en Afghanistan et n'a cessé de voyager pour entrer en contact avec des réseaux plus ou moins importants qui opèrent de par le monde, avant d'être arrêté en février 1995 à Islamabad. Aux Philippines, Ramzî Youssef et son équipe (des "afghans" originaires de divers pays, tel Koweït, le Maroc ou le Pakistan...) s'appuient sur un autre groupe, dit Abou Sayyâf, implanté dans les îles musulmanes du sud de l'Archipel (les cadres de ce groupe et même son "émir", Abou Bakr Djandjalânî, sont des "afghans", familiers du camp de Peshawar), et semblent avoir eu des contacts avec la guérilla des Moros. À New-York, Ramzî Youssef s'est appuyé sur une "association islamique", créée en 1989, qui accueille un an plus tard, l'imam égyptien aveugle, recherché par la police égyptienne, aujourd'hui emprisonné aux États-Unis, Omar Abderahmâm ("guide spirituel du Djihâd islamique d'Égypte et auteur de la fatwa autorisant le meurtre du Président Anouar al-Sadate).

On le voit, à travers l'exemple emblématique de Ramzî Ahmed Youssef : l'islamisme violent actuel n'est pas véritablement structuré en organisations connues et centralisées ; ce radicalisme fonctionne grâce à la circulation internationale de militants activistes en quête de "guerres saintes" à mener et d'une Umma fantasmatique à reconstituer. Les réseaux transnationaux dont ils font partie sont aussi l'expression de la réalité nouvelle du monde, celle de la remise en cause de l'État comme acteur central de la vie politique internationale, et celle de l'hybridation, du déracinement, du nomadisme, des migrations et de la diffusion, à l'échelle planétaire, de flux de toutes sortes.

